

Citernes de Vernier

Yves Herren passe à l'attaque

Les citernes de Vernier? Encore un de ces vieux serpents de mer dont Genève a le secret. Tout le monde a une idée, mais rien ne bouge. Et si l'élu Vert Yves Herren avait découvert un début de solution?



PETROSTOCK

Le moment d'agir, selon l'élu vert.

A gauche comme à droite, beaucoup ont tenté - aux niveaux communal, municipal ou cantonal - de diminuer, déplacer, enterrer ou démanteler les citernes de Vernier. Installées sur notre terri-

toire dans les années 60, à une époque où les habitations n'étaient pas aussi denses qu'aujourd'hui, y compris dans ce secteur voisin de l'aéroport, les bidons pétroliers de Vernier posent évidemment de nom-

breuses questions liées à la sécurité et à l'environnement.

Conseiller municipal de la Ville de Genève, le Vert Yves Herren croit pourtant avoir trouvé LA solution. Ou en tout cas une ébauche de solution, ce qui, en soi, constituerait déjà pour Genève une sorte de «petit miracle» et pour le Vert, «un espace rendu à la nature». L'élu a déposé début septembre une question écrite au Conseil municipal, afin que «la Ville de Genève se désengage des revenus directement issus des énergies fossiles.» En clair, il constate que sur le champ de citernes de Vernier (120 cuves), deux parcelles sont propriété de la Ville, soit 18 cuves (ndlr: le reste du secteur appartient à l'Etat de Genève ou à des privés).

«Cela représente environ un quart de la surface totale de stockage du site mis à

GROS PLAN

Rapports, études, pistes, etc.

Les 120 cuves de Vernier ont une capacité de 460 000 mètres cubes. En 2001, interpellé par la Ville de Genève, le Conseil d'Etat s'est engagé à fournir un rapport sur l'avenir et la situation des dépôts pétroliers. L'étude a conclu à un démantèlement partiel et une réorganisation. Une étude de faisabilité est entamée en 2003 et en 2011, une autre étude (SOFIES) analyse la situation et imagine d'autres lieux pour accueillir les pétroliers. Les noms de Vernier (encore!), Soral, les Cheneviers, Colovrex ou Saigny sont évoqués. Mais la conclusion tombe: il n'existe pas de site idéal à Genève. Des pistes de travail sont amorcées. En 2015, le conseiller d'Etat Vert Antonio Rodgers avait proposé de délocaliser les citernes en Valais. Mais comme le révéla «Le Courrier» en août dernier, les cantons romands ont plutôt tendance à démanteler les citernes dévolues au stockage de produits pétroliers, y compris en Valais.

la disposition des entreprises pétrolières», poursuit-il, indiquant dans son texte - pour contrer d'avance les détracteurs - qu'il n'existe pas d'obligation fédérale de disposer d'un certain quota d'hydrocarbures sur le territoire, mais seulement l'obligation de mettre en place des infrastructures logistiques afin de garantir un approvisionnement en tout temps.

«C'est le moment ou jamais»

Yves Herren rappelle que la Ville de Genève a déclaré l'urgence climatique en février 2020 et qu'un certain nombre de mesures ont été mises en œuvre pour que la Ville se désengage des investissements financiers et fonciers dans les énergies fossiles.

Le conseiller municipal des Verts interroge: il veut connaître le chiffre annuel des recettes perçues par la Ville sur le droit de superficie et ses parcelles. «D'après mes informations, on parle d'un million de francs», avance-t-il. Il veut aussi être tenu au courant du calendrier, soit la date à laquelle Genève pourrait rompre le contrat avec les pétroliers. Selon nos renseignements, le contrat s'arrête en 2032, avec une possibilité prolongation de trente ans.

«On autorise les chaufferettes à bois sur les terrasses, on instaure des menus végétariens dans les écoles et là on laisse des Genevois vivre à côté de ces citernes: le quartier de l'Etang - un projet futuriste et enthousiasmant - accueillera mille logements. Nous devons faire face à nos



Yves Herren.

GROS PLAN **Projet d'attentat**

Entre le quartier de Blandonnet et le nouveau quartier de l'Etang, les citernes de Vernier font partie du paysage. Elles ont aussi fait parler d'elles à une plus large échelle suite aux révélations du «Temps» en février 2020 concernant un projet d'attentat qui aurait dû être commis en avril ou mai 2019 dans ce secteur. Fin août 2018, les Services de renseignement américains avaient en effet transmis à leurs homologues suisses un dossier saisi auprès de combattants de l'Etat islamique en Syrie. Le document était assez précis pour que le Service de renseignement de la Confédération donne l'alarme et prévienne la police genevoise.

propres responsabilités. C'est le moment ou jamais d'agir avec un Exécutif et un Parlement de gauche, calcule-t-il. En tout cas, cela constituerait un signal fort», assure l'écologiste. La réponse du Conseil administratif doit arriver au cours d'une prochaine séance du Municipal. ■

VALÉRIE DUBY